

S O S L H 2651h

6112

(1939)

Réévaluation d'emprunts étrangers des anciennes Compagnies

Lettre de la S.N.C.F. au M.T.P.

28. 2.39

D. 6213/I5

28 février 1939

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 31 décembre 1938, j'ai eu l'honneur de vous soumettre une proposition tendant à imputer globalement, sur le fonds commun des anciens Réseaux par voie de redressement de l'exercice 1937, le montant des retards d'amortissement industriel concernant du matériel roulant et des approvisionnements qui, bien que devenus inutilisables, figureraient encore à l'inventaire des Réseaux à la date du 31 décembre 1937.

Or, depuis l'envoi de la proposition précédents, d'autres questions d'apurement comptable se sont posées. Elles me paraissent également devoir entraîner des redressements sur l'exercice 1937.

Aussi, il m'est apparu nécessaire de vous présenter des propositions à cet effet. Ces questions sont les suivantes :

II - Valeur en emploi des fons libres-

Les Réseaux de l'Etat et d'Alsace et de Lorraine avaient investi des fonds libres en obligations A.L. 4% et 4 1/2% 1932 émises en Suisse

La S.N.C.F. ayant estimé que ces obligations ne devaient pas figurer dans son portefeuille d'emploi de fonds libres, les a cédées à sa Caisse des Retraites, le 24 novembre 1938, au cours pratiqué à cette date à la Bourse de ZURICH.

La différence entre la valeur en écritures des titres et leur valeur de cession à la Caisse des Retraites devrait être apurée de la manière suivante :

a) la différence de 23.935.000 fr environ entre la valeur en écritures des obligations et leur valeur calculée d'après le cours de bourse au 31 décembre 1937, serait portée au débit du Compte d'Exploitation de l'exercice 1937 des Réseaux Etat et A.L.;

b) l'écart de 1.659.000 fr, entre le prix de cession des titres à la Caisse des Retraites et leur valeur (calculée d'après les cours de bourse et de change) au 31 décembre 1937, après déduction des titres appliqués, courant 1938, à l'amortissement contractuel des emprunts en cause, serait imputé au crédit du Compte d'Exploitation de l'exercice 1938 de la S.N.C.F.

D'autre part, les Réseaux possédaient, à la date du 31 décembre 1937, des devises étrangères pour leurs besoins de trésorerie.

Une méthode de réévaluation analogue à celle qui est proposée ci-dessus pour les obligations A.L. paraît devoir être appliquée à ces

Monsieur A. de MONZIE, Ministre des Travaux Publics

avoirs.

D. 21/11/37

Par suite, la différence entre la valeur des devises à la date précitée et leur prix d'achat, soit 4.000.000 fr environ serait mise au crédit du Compte d'Exploitation de l'exercice 1937 des Réseaux intéressés.

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien approuver mes propositions.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration

signé : GUINAND

II - Valeur en livres des fonds libres

Les Réseaux de l'Etat et d'Alsace et de Lorraine avaient investi des fonds libres en obligations A.L. 4 et A.L. 1932 émises en Suisse

La S.N.C.F. ayant estimé que ces obligations ne devaient pas figurer dans son portefeuille d'emploi de fonds libres, les a cédées à la Caisse des Retraites, le 24 novembre 1933, au cours pratiqué à cette date à la Bourse de Zurich.

La différence entre la valeur en livres des titres et leur valeur de cession à la Caisse des Retraites devrait être portée au crédit du Compte d'Exploitation de l'exercice 1937 des Réseaux Etat et A.L.

a) La différence de 22.255.000 fr environ entre la valeur en livres des obligations et leur valeur calculée d'après le cours de la Bourse et le change au 31 décembre 1937, après déduction des titres appliqués, court 1937, à l'amortissement contractuel des emprunts en cause, serait imputée au crédit du Compte d'Exploitation de l'exercice 1937 de la S.N.C.F.

b) L'écart de 1.652.000 fr, entre la valeur de cession des titres à la Caisse des Retraites et leur valeur (calculée d'après le cours de la Bourse et le change) au 31 décembre 1937, après déduction des titres appliqués, court 1937, à l'amortissement contractuel des emprunts en cause, serait imputée au crédit du Compte d'Exploitation de l'exercice 1937 de la S.N.C.F.

D'autre part, les Réseaux possédant, à la date du 31 décembre 1937, des devises étrangères pour leurs besoins de trésorerie.

Une méthode de réévaluation analogue à celle qui est proposée ci-dessus pour les obligations A.L. devrait être appliquée à ces